



# Les États-Unis annoncent un déploiement illimité de forces militaires en Syrie

Par [James Cogan](#)

Mondialisation.ca, 20 janvier 2018

[wsws.org](http://wsws.org) 19 janvier 2018

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a juré hier que l'impérialisme américain ne céderait pas à son ambition néo-coloniale de renverser le régime syrien du président Bashar al-Assad soutenu par les Russes et les Iraniens. Dans une démonstration d'arrogance impérialiste, Tillerson a déclaré que les États-Unis maintiendraient indéfiniment les forces militaires en Syrie et n'accepteraient aucun gouvernement à Damas qui ne fonctionnerait pas comme un État client des Américains.

Tillerson a réaffirmé la détermination des États-Unis à poursuivre le changement de régime en Syrie dans un discours à l'Institution Hoover de l'Université de Stanford en Californie. Il était tout à fait normal que son discours soit accueilli par Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale de l'administration Bush, une personne qui devrait être inculpée pour crimes de guerre pour son rôle dans l'invasion illégale de l'Irak.

Le prétexte frauduleux selon lequel le seul motif des États-Unis en Syrie était de combattre l'État Islamique d'Irak et de Syrie (ISIS) a été mis de côté. Tout au long de son discours, Tillerson a dénoncé à plusieurs reprises l'Iran pour son soutien au gouvernement syrien. Le représentant du pouvoir qui a envahi l'Irak et soutenu les dictatures monarchiques en Arabie saoudite et dans les pays du Golfe a accusé Téhéran de chercher « la domination au Moyen-Orient ». Il a déclaré que les États-Unis s'engageaient à « réduire et expulser l'influence iranienne malveillante de la Syrie. »

Tillerson a également exigé que la Russie cesse son soutien à Damas et « exerce de nouveaux niveaux de pression sur le régime » pour qu'il se retire et accepte l'installation d'un État fantoche contrôlé par les Américains. L'objectif américain, affirmait-il carrément, était le « départ d'Assad ».

La criminalité et l'hypocrisie de la classe dirigeante américaine n'ont pas de limite. Au milieu des accusations hystériques d'«ingérence russe» aux élections américaines, Tillerson a affirmé que les États-Unis décideraient du sort de la Syrie. Parmi les forces politiques avec lesquelles les États-Unis travaillent, il y a les extrémistes islamistes que Washington a exploités pour justifier son intervention dans cette guerre civile qui ravage le pays depuis sept ans.

L'imprudence de la politique décrite par Tillerson est immense. En quête d'un changement de régime, les États-Unis cherchent à partager la Syrie, en découpant formellement le nord en un protectorat américain sous le contrôle des forces nationalistes kurdes, tout en plaçant

la région orientale du pays sous le contrôle des milices islamistes.

Tillerson a affirmé que les États-Unis vont canaliser l'aide dite de reconstruction dans les zones tenues par leurs intermédiaires, tout en cherchant à imposer un embargo économique contre les zones contrôlées par le gouvernement syrien. La zone américaine sera protégée des forces syriennes par les 2000 militaires américains déjà présents dans le pays, et par les forces aériennes américaines basées en Irak et dans les pays du Golfe.

La veille du discours de Tillerson, un porte-parole des forces américaines au Moyen-Orient a annoncé l'intention de rassembler et d'armer une milice anti-Assad de 30 000 hommes. Parmi ceux que les États-Unis ont l'intention d'enrôler figurent des centaines d'anciens combattants de l'ÉI et des membres de milices islamistes liées à Al-Qaïda, comme le Front Al Nusra.

L'un des principaux objectifs des États-Unis est de saboter et de faire échouer les mesures prises par les Russes en vue de la tenue de pourparlers sur la fin de la guerre civile en Syrie. Une conférence est prévue à Sotchi, en Russie, le mois prochain, à laquelle diverses factions anti-Assad ont été invitées. Maintenant, ces éléments ont reçu un soutien militaire et financier américain à durée indéterminée pour continuer à se battre.

On estime que la guerre syrienne a fait au moins 500 000 morts depuis 2011. Plus de cinq millions de personnes ont fui le pays en tant que réfugiés, et au moins six millions de plus ont été déplacées de leurs maisons en Syrie. Des villes entières ont été réduites à l'état de décombres par les bombardements aveugles menés par toutes les parties dans ce conflit meurtrier.

Le discours de Tillerson laisse présager non seulement la poursuite des horreurs infligées aux masses syriennes, mais une escalade majeure de la violence.

L'agenda américain a déjà été rejeté par le gouvernement syrien. Le ministère syrien des Affaires étrangères a publié une déclaration affirmant que « la présence militaire américaine sur les terres syriennes est illégitime et représente une violation flagrante du droit international et une atteinte à la souveraineté nationale ».

Le risque d'affrontements militaires à grande échelle entre les forces soutenues par les États-Unis, d'une part, et l'armée syrienne et les volontaires iraniens, irakiens et libanais qui combattent à ses côtés dans diverses milices chiites, se profile immédiatement à l'horizon. Ayant vaincu les forces rebelles ailleurs dans le pays, les opérations du gouvernement syrien se tournent vers la reprise de territoires contrôlés par l'opposition dans le nord et l'est du pays. Dans les airs, ces opérations sont toujours soutenues par des avions et des hélicoptères de combat russes.

La question évidente posée par le discours de Tillerson est de savoir si les forces américaines vont attaquer les avions russes, avec toutes les ramifications qu'une telle action pourrait entraîner.

Il y a aussi le risque que les attaques américaines en Syrie mènent à une guerre ouverte avec l'Iran ou déclenchent une nouvelle guerre civile en Irak, où des milices chiites prennent les armes contre le gouvernement soutenu par les Américains à Bagdad.

La Turquie, alliée de Washington dans l'OTAN, n'est pas moins opposée aux projets américains. Le gouvernement turc insiste sur le fait que les milices des YPG nationalistes

kurdes soutenues par les USA soient un front pour le Parti séparatiste des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'il condamne en tant qu'organisation « terroriste » et qu'il a brutalement réprimée à l'intérieur du pays depuis des décennies. Le week-end dernier, le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé amèrement l'administration Trump de « créer une armée de terreur sur notre frontière ».

Alors que le discours de Tillerson de jeudi donnait des assurances verbales de « s'occuper des préoccupations de la Turquie par rapport aux « terroristes » du PKK » et promettait une « coopération étroite », Washington soutient une formation que la classe dirigeante turque considère comme une menace pour sa stabilité interne et son intégrité territoriale. Erdogan a fait des avertissements répétés selon lesquels la Turquie est prête à envahir le nord de la Syrie pour empêcher les YPG de consolider la région pour établir un mini-État kurde de facto. Quelle serait la réponse des États-Unis ?

La nouvelle étape d'intrigue impérialiste américaine au Moyen-Orient constitue une autre mise en accusation des formations pseudo-gauches innombrables qui ont soutenu le complot visant à renverser le régime Assad, prétendant que les rebelles soutenus par les Américains procédaient à une « révolution » pour la « démocratie ». Tous ceux qui s'opposaient à l'opération de changement de régime des États-Unis, y compris le *World Socialist Web Site*, ont été accusés d'« anti-impérialisme impulsif ».

Sept ans plus tard, le caractère pro-impérialiste des forces intermédiaires des États-Unis est indéniable, qu'il s'agisse des formations nationalistes kurdes ou des milices islamistes alignées sur Al-Qaïda. Comme c'était le cas dès le début, ils servent d'outil à Washington pour saper l'influence iranienne et russe au Moyen-Orient et affirmer la domination américaine sur la région riche en pétrole.

Le résultat est le danger considérablement accru d'une guerre régionale ou d'une guerre entre des puissances nucléaires.

**James Cogan**

Article paru en anglais, WSWWS, le 19 janvier 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)  
Copyright © [James Cogan](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [James Cogan](http://www.wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)